

RENFORCER LES RÉSEAUX OUTRE-MER DU CANADA

Le crime transnational, y compris le trafic illicite d'armes de petit calibre, d'armes légères et de stupéfiants, figure aussi parmi les principaux sujets de préoccupation en matière de sécurité dans la région. En ce qui concerne la lutte contre les stupéfiants, les efforts du Canada passent principalement par la commission concernée de l'OEA et l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, où le Canada préconise une approche globale visant à réduire à la fois l'offre de drogue (en faisant appliquer la loi) et la demande (par la prévention, l'éducation et le traitement). Par notre programme de la sécurité humaine, nous nous attaquons activement au problème de la circulation illicite d'armes de petit calibre qui nuisent à la stabilité, notamment dans bien des zones urbaines de la région. Pour renforcer la sécurité sanitaire, le Canada s'associe à l'Organisation panaméricaine de la santé, et à des pays partageant ses vues afin de circonscrire des pandémies comme celle du VIH/sida.

Les performances économiques inégales en Amérique latine et dans les Antilles ont amené certains à s'interroger sur les avantages des réformes démocratiques et du passage à une économie de marché, mais la démocratie reste la valeur commune qui définit presque tout l'hémisphère. Certains pays de la région sont encore en transition et en train d'instaurer une bonne gouvernance et un développement social, et d'autres donnent l'exemple dans l'adoption de nouvelles normes démocratiques régionales. Évidemment, Cuba reste une exception dans ces progrès de la démocratie, et le Canada continuera sa politique de dialogue avec ce pays pour tout l'éventail des questions bilatérales, y compris en ce qui concerne les droits de la personne. Le Brésil devient manifestement un nouveau géant de la région avec qui le commerce et l'investissement apparaissent de plus en plus importants. Le Canada et le Brésil travailleront en plus étroite collaboration à propos d'intérêts régionaux et mondiaux communs.

Lorsqu'il sera encore porté atteinte aux droits de la personne, le Canada parlera franchement et travaillera en concertation avec des gouvernements démocratiquement élus afin de renforcer tous les aspects de la gouvernance démocratique et des droits de la personne. Le Sommet des Amériques à Québec, en 2001, qui a conduit à la création de la Charte démocratique interaméricaine, a été un événement clé dans la formation d'un consensus régional sur la

L'AMÉRIQUE LATINE ET LES ANTILLES EN BREF

33 pays (dont le Mexique)

Population - 545 millions (Ensemble, le Canada et les États-Unis comptent 326 millions d'habitants)

PIB global = 2 billions de dollars (PIB combiné du Canada et des États-Unis = 14 billions de dollars)

Immigration au Canada – Un Canadien sur neuf né à l'étranger est né en Amérique latine ou dans les Antilles (environ 600 000 sur 5 millions)

Participation régionale croissante du Canada. – Nous participons avec les pays de l'ALC au processus du Sommet des Amériques, à l'Organisation des États américains (OEA) et à ses institutions spécialisées, à la Banque interaméricaine de développement (BID), à l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA), à l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS) et à des instances de défense interaméricaines

démocratie. Le Canada approuve le thème du Sommet des Amériques de 2005, à savoir « Créer des emplois pour combattre la pauvreté et renforcer la gouvernance démocratique ».

Au Sommet de Québec, les dirigeants se sont engagés à progresser à l'OEA dans la négociation du projet de Déclaration américaine des droits des peuples autochtones. En 2002, le Canada a mis sur pied le Programme de partenariat avec les peuples autochtones, qui vise à promouvoir la formation ou le renforcement de partenariats entre des entités autochtones au Canada et des entités autochtones en Amérique latine et dans les Antilles. Les Affaires étrangères poursuivront le Programme de partenariat, en coopération avec des dirigeants autochtones canadiens.

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

L'intérêt du Canada pour cette région tient à ce qu'il est convaincu qu'il est de sa responsabilité d'aider à y instaurer la démocratie et à y rétablir la paix et la sécurité. Plus précisément, il entend aider à lutter contre le terrorisme et à régler des conflits régionaux,